



Paris, 15 MAI 2017

Marc Olivier BARUCH
Secrétariat Général
182 rue Saint Honoré
75001 PARIS

Secrétariat général

Monsieur,

La loi n° 2016-483 du 20 avril 2016, relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, modifie la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires en introduisant explicitement dans son champ d'application la déontologie et la prévention des conflits d'intérêts.

Tout en rappelant les principes – dignité, impartialité, intégrité, probité, neutralité, respect du principe de laïcité – qui constituent le socle éthique de notre administration, ce dispositif législatif se donne les moyens d'assurer concrètement la mise en œuvre des obligations d'ordre déontologique qui s'imposent aux agents publics en leur ouvrant, par son article 28bis, la possibilité de consulter un référent déontologue, fonction nouvelle créée dans chaque département ministériel. Ce référent est chargé d'apporter aux agents « tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques mentionnés aux articles 25 à 28 de la loi de 1983 ».

Le décret en Conseil d'État annoncé par cette disposition législative venant d'être publié, le ministère de la Culture et de la Communication se doit de réfléchir à la place de la fonction déontologique en son sein.

C'est pourquoi j'ai décidé de vous confier une mission visant à définir les conditions les mieux à même de garantir à la fonction de référent déontologue toute son efficacité dans notre ministère. S'agissant d'une fonction nouvelle, il importe en effet de mesurer avec précision l'ampleur de son champ d'application et d'imaginer un dispositif bien adapté tant à sa bonne acceptation et compréhension par l'ensemble des agents qu'à la pleine efficacité des actions qu'il implique.

Votre champ de réflexion devra s'étendre à l'ensemble de l'administration, tant centrale que déconcentrée, ainsi qu'aux établissements publics relevant du ministère. Vous prendrez donc l'attache de toutes les directions et du secrétariat général afin d'envisager avec eux, compte tenu des spécificités de leur domaine d'action, les secteurs vers lesquels la réflexion en matière de déontologie doit s'orienter de manière prioritaire. Bien entendu, vous consulterez également les organisations syndicales et les associations professionnelles.

Comme vous le savez, le ministère s'est également rapproché de M. Alain Ménéménis, président-adjoint de la section du contentieux au Conseil d'État, qui a bien voulu s'associer à la réflexion que nous avons à mener en matière de déontologie. S'il ne paraît pas nécessaire à ce stade de confier à M. Ménéménis une mission spécifique, qui risquerait de faire double emploi avec celle dont vous êtes chargé, je vous demande de rester en contact en lui, s'il en est d'accord, tout au long de votre réflexion. Son expertise et son expérience seront en effet précieuses si nous nous orientons vers la constitution d'un organe collégial destiné à veiller, aux côtés du référent déontologue, à l'application des principes déontologiques dans le domaine de l'action publique culturelle.

S'agissant plus précisément de ce référent, je vous demande d'imaginer les modalités de son insertion efficace dans l'action administrative du ministère en ses trois niveaux : administration centrale, services déconcentrés, établissements publics. À ce titre, vous étudierez l'articulation entre pouvoir hiérarchique et fonction de référent déontologue, de manière à garantir la pleine indépendance de ce dernier, indispensable pour instaurer un climat de confiance chez les agents qui seraient amenés à le consulter. Il conviendra aussi de déterminer dans quelles conditions et selon quelles procédures un agent pourra faire appel au référent déontologue. Vous explorerez enfin la faisabilité de la mise en place d'un réseau de correspondants déontologues, susceptibles de relayer et de diffuser l'action du référent au sein des différentes structures du ministère.

Je vous demande de me remettre vos propositions avant le 15 juillet, de façon à ce qu'un dispositif opérationnel en matière de déontologie, préoccupation qui s'inscrit pleinement dans la priorité accordée à la moralisation de la vie publique par le président de la République, puisse dans les meilleurs délais voir le jour dans notre sphère d'action.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Christopher MILES

